Journal de la CGT-Ford n° 334 (jeudi 22 septembre 2016)

Bonnes nouvelles

contre leur stratégie hasardeuse : l'unité des 2 usines

Bon l'été c'est fini, les vacances sont passées, il va peut-être falloir se remettre au travail. Nous ne disons pas ça pour nous mais pour les dirigeants de Ford. Car il devient urgent de s'activer pour assurer l'avenir du site et des emplois… dès maintenant !

Et à ce que nous voyons, tous les indicateurs nous semblent très inquiétants. Le nouveau directeur n'est pas plus bavard ni plus précis que le précédent, il ne semble pas avoir non plus une stratégie différente ou plus ambitieuse. Malheureusement nous ne voyons rien bouger du côté de la direction à part bien sûr l'application de sa politique de réduction de personnel et de démantèlement des services qui fragilise toujours un peu plus l'usine.

Il y a quelque chose qui fait poser question à pas mal d'entre nous, en tout cas, ça fait bien discuter dans les ateliers. C'est la visite récente des patrons de Magna et les prochaines réunions ou rencontres qui sont prévues avec eux.

Nos collègues voisins ne sont pas vraiment informés des intentions des nouveaux propriétaires de GFT. Nous ne savons en réalité rien de ce que prépare Magna et des conséquences pour les deux usines, ni des projets communs ou pas avec Ford, ni des liens envisagés et donc des conséquences pour FAI, que ce soit au niveau industriel et au niveau des emplois.

Comme toujours, pour les dirigeants de Ford, Magna ou GFT avant, nous ne sommes pas concernés par ce qu'ils préparent ou pas. Quoiqu'il en soit, cette question des rapports entre les 2 usines reste cruciale. Pour assurer la suite, il est évident pour nous qu'un avenir viable ça passe par la réunification des 2 usines, qu'un centre d'excellence de la transmission crédible, c'est forcément 2 usines qui fonctionnent ensembles et coopèrent réellement.

En clair, Ford doit reprendre la main sur le site entier et l'intégrer complètement au plan de production européen (au minimum). C'est la seule stratégie rationnelle en vue d'assurer la suite.

Loi travail : La bataille pour le retrait continue

Certes les manifestations de jeudi dernier pour le retrait de la loi travail n'ont pas été massives. Mais quand même, elles ont montré que nous étions un certain nombre déterminés à ne pas lâcher.

Il était en effet important de montrer que le refus de cette loi antisociale est toujours d'actualité. Comme par ailleurs, le refus de toute la politique du gouvernement actuel qui s'en prend aux plus précaires, aux plus démunis, qui s'attaque à l'ensemble des salariés.

Le mouvement contre cette loi a remis au goût du jour l'idée qu'il était possible de contester les politiques libérales, qu'il est possible de relever la tête et de défendre le code du travail, nos droits, nos vies, nos acquis sociaux qui sont pour l'essentiel le résultat de nombreuses luttes passées.

Face à la propagande du pouvoir et des patrons, qui consiste à dire qu'il n'y a pas le choix, que la priorité c'est la rentabilité et les profits, il est crucial pour nous de se remobiliser toutes et tous ensemble pour changer le rapport de force.

Il n'y a en réalité aucune raison de subir ou de se plier à des politiques qui nous amènent tout droit à la catastrophe sociale.

La priorité ce doit être de répondre aux besoins urgents de millions de gens, concernant la santé, le logement, l'éducation, le transport, la culture même. C'est fondamental que la société assure le bien être pour toute la population.

Comment peut-on tolérer que des actionnaires, des banquiers, des ultra-riches puissent aujourd'hui encore se remplir les coffres forts ? Les milliardaires sont encore plus riches, les dividendes distribués augmentent encore cette année, les profits battent aussi des records ! Il y a une accumulation dingue des richesses entre les mains d'une poignée de familles.

Tout cela est le résultat d'un mécanisme légal qui est le détournement des richesses, le pillage des caisses publiques, non pas par quelques malheureux RMIstes mais bien par les capitalistes qui profitent des nombreux cadeaux comme le CICE, les dérogations diverses, les optimisations fiscales variées et comme cela ne suffit pas, ils ont ce qu'on appelle l'évasion et la fraude fiscale, choses moins légales.

Tout ça pour dire que lutter pour le partage des richesses, pour une politique de progrès social, c'est complètement légitime. Construisons la riposte !

SOUS-EFFECTIF = RISQUES POUR LA SANTÉ

La politique de Ford consiste à réduire les effectifs, à faire la chasse aux postes « inutiles » tout ça pour répondre aux exigences de rentabilité et d'efficience. Cette politique, on le voit bien avec les résultats financiers, profite évidemment aux actionnaires qui voient leurs dividendes s'accroitre et aux dirigeants qui voient sans doute leurs primes augmenter.

Mais la conséquence n'est pas seulement là. Car cette logique de réduction des « coûts financiers » augmente dans la foulée le « coût social et humain ». Et ça, ce sont nous les salariés qui le payons et même assez cher !

En effet, les collègues de plus en plus nombreux ont des difficultés à tenir leurs postes de travail, à tenir les cadences, ou encore à répéter les gestes.

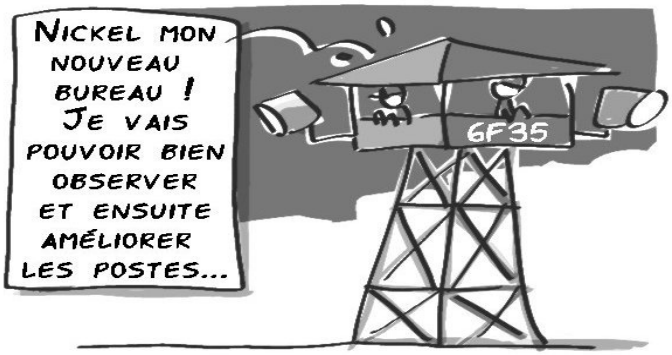
L'âge y est pour quelque chose bien sûr, à 50 ans (moyenne d'âge du personnel) nous sommes moins souples et moins alertes. Mais il y a surtout l'usure de 30 années de travail (toujours une moyenne), de travail à la chaîne, en équipes, en nuit, d'atmosphère polluée respirée, de charges soulevées.

Cela se traduit par des douleurs articulaires, tendineuses, musculaires, parfois par des situations de handicap, d'inaptitudes partielles ou temporaires. Comme nous sommes moins nombreux, il y a moins de possibilités d'alléger, de tourner sur les postes. Et puis la tendance n'est pas à soulager mais à intensifier le travail, à alourdir les postes. Ça se voit dans les réponses apportées par la direction : des salariés sont convoqués pour objectifs non atteints, se voient menacés de mutation, de reclassement ou d'inaptitude à tout poste avec la crainte derrière d'un éventuel licenciement.

Le « coût du travail » pour nous c'est notre santé abîmée voire détruite. Pour ne pas aggraver la situation, il faut d'urgence alléger et adapter le travail aux difficultés de chaque salarié. Mettre la pression, faire du chantage c'est inadmissible. C'est à nous de défendre nos conditions de travail, de préserver notre santé, de faire comprendre que nous ne sommes pas là pour souffrir ou se faire du mal. Un message à faire passer à nos chefs, à la direction, de toute urgence !

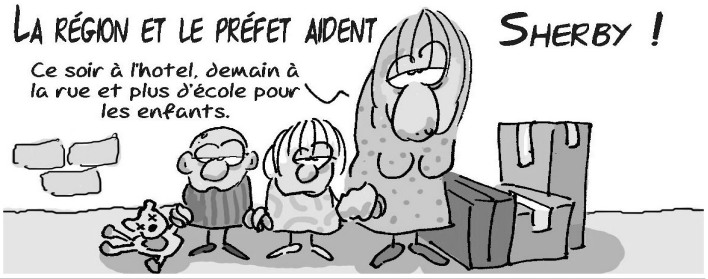
ÇA FINIT PAR ARRIVER

C'était urgent mais la désorganisation de l'économie étant ce qu'elle est, il a fallu un peu plus de deux mois pour remplacer le groupe froid du restaurant. Cela posait pourtant des problèmes d'hygiène sérieux, sans compter les désagréments, les conditions de travail compliquées pour les salariés de la Sodexo qui auront assurer toute la période de chaleur avec un petit camion frigorifique pour dépannage.



ATTENTION VIGI-CADRE

Il faudrait vraiment donner de l'occupation aux cadres dirigeants, au moins à certains. On a pu constater que du haut des bureaux et balcons, au moins l'un d'entre eux, a la fâcheuse tendance à pister les salariés. Certes, on imagine bien cet ex-directeur d'une autre usine frustré d'avoir manqué le poste équivalent à FAI. Mais cela n'explique pas tout. Il doit arrêter de se dévaloriser ainsi, il peut être utile à la société en améliorant l'organisation du travail ou en bataillant pour assurer de l'activité future, pour lui et surtout pour nous.



EXPULSION SCANDALEUSE : SOLIDARITÉ AVEC SHERBY

Ce mardi à l'embauche de 6h, nous avons aperçu avec surprise des bataillons de gendarmes mobiles sur le parking de l'usine. Que se passait-il donc ? Allaient-ils intervenir contre des terroristes cachés dans le coin ? Non, tous ces moyens militaires, c'était pour expulser le collectif du Sherby installé depuis plus d'un an sur un terrain de Blanquefort.

Nous avions déjà écrit sur ce collectif dont nous, la Cgt-Ford, soutenions l'action. Il s'agit d'une association qui avait « réquisitionné » un bâtiment vide appartenant à la Région, qui ne servait à rien. Les militant(e)s, jeunes pour la plupart, ont mis en place un cadre d'accueil pour les familles avec ou sans-papiers, dans le dénuement, sans moyens pour vivre, permettant ainsi de scolariser les enfants.

Ce collectif travaillait en lien avec des associations du département, assurant un lien social, une entre-aide, faisant le lien avec le Samu social (115) et une partie des pouvoirs publics.

Une activité insupportable pour la Région (PS) et le Préfet qui ont décidé d'expulser ce collectif qui faisait en quelque sorte ce que le pouvoir aurait dû faire. Résultat, les familles (5) sont logées à l'hôtel pour 3 nuits puis seront relâchées dans la nature (dans la rue !) et les enfants risquent fort d'être déscolarisés. Incroyable de bêtise et d'inhumanité.

Le collectif et ses militants, en lien avec les associations, vont continuer la bataille pour éviter de détruire et de gâcher ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Nous tenons à affirmer notre entière solidarité.